



Débat public : L'eau est un bien commun universel

Jeudi 21 février 2013 à 18h30

**Salle de La Parole Errante
9 rue Debergue à Montreuil
Métro : Croix de Chavaux**

Le collectif départemental « Liberté, égalité, Fraternité, Service Public », réunissant organisations syndicales et associations, créé le 24 mai 2012 à l'occasion des assises du Service Public en Seine-Saint-Denis a décidé d'organiser, un débat public sur la question de la gestion de l'eau.

L'eau est un bien vital, fondamental, social, et un patrimoine commun à tous les êtres humains. La politique de l'eau, gestion de la ressource, distribution et assainissement, doit s'inscrire dans une approche de développement durable qui permette que cette ressource réponde aux besoins actuels des populations et soit préservée pour assurer ceux des générations futures.

Le collectif engagé dans une action pour la reconquête des services publics en réponse aux besoins des populations, combat la marchandisation des biens publics essentiels et porte l'idée d'un service public de l'eau et de l'assainissement, pour s'opposer à l'appropriation de ce service par les grands groupes.

L'eau n'est pas une marchandise !

Sa gestion ne doit pas être une source de profit et ne peut plus être déléguée à des entreprises privées dont l'activité ne s'exerce pas en fonction du seul intérêt général.

Pour le collectif, la politique de l'eau doit reposer sur des principes fondamentaux, parmi eux :

- ▶ Établir l'eau comme un bien commun universel, accessible de droit en quantité et qualité à chaque être humain.
- ▶ Affirmer que l'eau relève du domaine public dans le cadre d'un service public de l'eau et de l'assainissement garantissant le droit à l'eau, à tous les citoyens.
- ▶ Promouvoir et favoriser l'intervention démocratique participative des citoyens et des salariés, par une réforme de la gouvernance et davantage de transparence.

La question de la gestion de l'Eau a vivement animé les débats de la communauté d'agglomération EST ENSEMBLE. Cette communauté d'agglomération, la plus importante d'Île de France, a toujours la possibilité de décider d'une gestion publique de l'eau. Le collectif invite les élus d'Est Ensemble à mettre en œuvre cette gestion publique, dans l'intérêt des populations. Au vu de l'importance de cette communauté d'agglomération ce choix contribuerait à faire grandir le mouvement pour la réappropriation de l'eau, bien commun de l'Humanité et représenterait un signal fort pour la promotion des services publics.

Nous vous invitons à participer à ce débat

**Jeudi 21 février 2013 à 18h30
Salle de La Parole Errante
à Montreuil**

A l'ordre du jour du débat :

- Comment passer du Privé à une gestion publique.
- Quelles sont les avantages.
- Pourquoi assiste-t-on à la montée de ce type d'exigence partout dans le monde ?
- La question des salariés du privé en cas de passage à une gestion publique.

Intervenants:

- Emmanuel Poilane, Fondation France Liberté
- Didier Dumont, responsable syndical, salarié dans l'assainissement.
- Un salarié d'Eau de Paris

